

Prendre la mesure du danger lepéniste (p. 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Obey Ament - Jacques Chabalière - Guénoilé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrierec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

SERVEZ-VOUS

Expulsions

Personne ne doit être mis à la rue



Le Parti communiste français participe à la chaîne humaine contre les expulsions lancée par l'Association nationale des élu-e-s communistes et républicains (ANECR). Les arrêtés « anti-expulsion » deviennent les « arrêtés anti-mise à la rue ».

**Manifestation unitaire samedi 1^{er} avril, 15 h
Place de la République - Paris**



Appel à voter
J.-L. Mélenchon

**VOTONS Jean-Luc
MÉLENCHON**
2017, L'humain d'abord / PCF / EPSO2017

**4^E RENCONTRE NATIONALE
du PCF sur l'industrie
29 mars, à 19 h,
à la salle des congrès
d'Eybens (Isère)**

**DÉFENSE DE LA POSTE
Rassemblement
1^{er} avril, 16 h 30
Bureau de Poste
Rue Losserand
Paris 14^e**

INTERNET www.pcf.fr

La vidéo du mardi



**Olivier
Dartigolles**

Côtes-d'Armor



Cindarella Bernard est candidate dans la 4^e circonscription des Côtes-d'Armor (Guingamp). Voir son site (cinderellabernard.bzh). L'idée de sa campagne ? « Construire le programme avec la population ». En partant de La France en commun, elle l'adapte avec les problématiques locales. Les ateliers législatifs sont là pour favoriser cette participation démocratique, parler des difficultés des personnes présentes, chercher ensemble des propositions. « *Ce qui en res-*

sort vraiment, c'est l'urgence sociale. Les questions qui viennent en débat, c'est la précarité, la dépendance, le handicap, la situation des petits agriculteurs, la désertification des soins, le détricotage de l'action publique (où Macron a pris toute sa part), l'affaiblissement des services publics en milieu rural, l'éloignement des centres de décision, la perte de proximité, et de lourds problèmes environnementaux (projets miniers, extraction de sable). » ✪

Gard



Pierre Laurent était en déplacement, les 21 et 22 mars, dans le Gard et également dans le Vaucluse. ✪



Ille-et-Vilaine

Présence importante et active du PCF et de la JC d'Ille-et-Vilaine au meeting de J.-L. Mélenchon à Rennes dimanche 26 mars. 5 000 exemplaires d'un 4-pages pour un pacte pour une nouvelle majorité, le rassemblement à gauche pour la présidentielle et les législatives, présentation des candidats PCF pour les législatives. ✪



Isère

Lu dans ledauphine.com : « Le maire communiste de Saint-Martin-d'Hères est candidat aux élections législatives de juin 2017 sur la deuxième circonscription de l'Isère (cantons d'Echirolles Est, Echirolles Ouest, Eybens, Saint-Martin-d'Hères Nord, Saint-Martin-d'Hères sud, Vizille à l'exception de la commune de Chamrousse). Amandine Demore, adjointe à la mairie d'Echirolles, est sa suppléante. "Depuis la fin de l'année 2016, on se posait la question de la candidature. Finalement, j'ai été investi il y a quelques jours par l'assemblée générale des communistes de la deuxième circonscription de l'Isère, explique David Queiros. Parfois on s'y est mal pris, mais cette année on est plus unis que jamais. Renzo Sulli, le maire d'Echirolles, me soutient pleinement dans cette bataille. Le ticket avec une adjointe de sa commune en est la preuve." » ✪

explique David Queiros. Parfois on s'y est mal pris, mais cette année on est plus unis que jamais. Renzo Sulli, le maire d'Echirolles, me soutient pleinement dans cette bataille. Le ticket avec une adjointe de sa commune en est la preuve". » ✪



On prend mieux la mesure concrète du danger lepéniste

L'ouvrage *Front national, l'imposture. Droite, le danger. 20 répliques à leurs programmes*, de Pierre Laurent, Alain Hayot et Marc Brynhole (L'Atelier) suscite de très nombreuses rencontres. Entretien avec deux coauteurs sur ce qui se dit dans ces débats. *Propos recueillis par G. Streiff*

Alain Hayot

Ce qui me frappe, moi, c'est qu'on parle essentiellement du FN, et très peu de Fillon, ou alors comme ombre portée du FN sur la droite républicaine. Tous mes débats tournent autour du racisme, de la préférence nationale, des discriminations. On a l'impression que maintenant le danger du FN commence à être concret. On voit ce qui se passe dans les mairies FN, on s'intéresse à ce que dit réellement Marine Le Pen, on n'est plus dans le renvoi globalisant : « C'est les fachos ! » On entre avec ce bouquin dans des questions comme : Comment ça se fait qu'elle arrive à parler au nom du peuple ? Pourquoi le racisme et les discriminations ont pris une telle ampleur ? Et ce qui est intéressant, c'est qu'on a des témoignages des « acteurs » associatifs, militants, confrontés aux idées lepénistes, et qui ont démarré les soirées. Comme ce syndicaliste de la RATP, à Pantin, qui est en face d'un syndicaliste faisant du prosélytisme pour le FN ; ou ces militants d'association d'origine africaine, à Marseille,

qui interviennent pour dénoncer le racisme au quotidien ; ou ces enseignants qui évoquent le racisme se développant dans leur lycée. Ou le rejet des émigrés, des migrants. Je suis frappé du fait que les témoignages sont de plus en plus concrets ; on a pris une mesure concrète du danger FN. Pas seulement l'influence électorale mais l'influence au quotidien. Mon souci, dans ces débats, c'est de politiser l'enjeu. Montrer que le racisme n'est pas qu'une opinion, c'est un rapport social, de domination. Le racisme est aussi un instrument de division. Et il y a une autre dimension que j'ai touchée du doigt, c'est l'idée que le combat antiraciste et le combat social, ce n'est pas la même chose, mais ce sont des combats qui doivent impérativement se nourrir l'un l'autre. ✪



Marc Brynhole

Les premiers débats d'un cycle d'une vingtaine prévus d'ici fin avril montrent un vif intérêt. Des salles avec une belle présence, des discussions plutôt longues, près d'un tiers des présents partent avec le livre.



Cet intérêt repose en partie sur le besoin, déjà identifié, de ne pas être démunis, ou de l'être moins face aux simplismes du Front national, de dépasser les arguments d'ordre moraux, bref d'avoir des éléments précis, tangibles, qui permettent d'agir, de dialoguer avec le collègue de travail, de démonter les assertions rapides et fallacieuses, bref d'être dans le débat. L'appétit vient aussi qu'avec François Fillon, tout l'espace est occupé par les affaires, occultant le fond, c'est-à-dire le programme, la vision de la société, la contre-révolution conservatrice que porte la droite. C'est une façon de « retourner » au politique, qui d'ailleurs est d'une grande utilité face à la « roue de secours » du libéralisme qu'est aujourd'hui Macron. Explorer les idées, les contenus, vérifier les informations, dé-

jouer les affirmations rapides, creuser les arguments, ce que nous faisons lors de ces rencontres, répond à un besoin de politique. Notre livre est un instrument de dialogue qui dénonce et qui apporte des preuves. L'urgence est donc bel et bien à montrer que nulle fatalité ne préside au malheur et au désastre politique. Je dis souvent, dans les débats, que nos « 20 répliques » et « la France en commun » sont les 2 tomes d'un même ouvrage : en effet, l'un dénonce et l'autre prouve.

Il y a tant besoin d'espoir et les urgences sont là. Tous nos efforts peuvent donc et doivent être tendus vers ces objectifs : d'un même pas faire reculer les projets ultralibéraux et conservateurs, et faire grandir la force d'une alternative de changement qui devienne incontournable parce que largement partagée et populaire. ✪

PLANÈTE

Madagascar

Commémoration du 70^e anniversaire du soulèvement du peuple malgache le 29 mars 1947 réprimé dans le sang par l'État colonial.

Extraits du message de Pierre Laurent, Secrétaire national du Parti communiste français.

Le soulèvement de 1947 est l'aboutissement de plus d'un demi-siècle de lutte contre le joug colonial. C'est une sorte de point d'orgue des multiples manifestations et révoltes qui ont parsemé la Grande île au lendemain des guerres « franco-malgaches » de 1883 et 1895. Dès 1896, en 1908, 1910, 1915, et à chaque décennie, des révoltes éclatent, toutes réprimées sans exception.

La « pacification » coloniale de l'État français aura engendré – déjà – de très nombreux morts, évalués à des centaines de milliers.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des milliers de Malgaches qui ont combattu contre l'armée allemande reviennent au pays portés par les idéaux de la Résistance contre l'occupant nazi. Ce sont ces mêmes valeurs de liberté et d'indépendance qui ont guidé le soulèvement nationaliste du 29 mars 1947. Mais fort de ses certitudes aveugles et de la croyance en sa toute-puissance, le rouleau compresseur colonial est passé en force. Comme en Algérie en mai 1945, il a écrasé, assassiné, blessé, torturé. Un crime massif et impitoyable. Combien y-a-t-il eu de morts ? Entre 89 000 et 100 000

selon les organisateurs mêmes de la répression, le haut-commissaire de Chevigné et le général Garbay. Des chiffres qui donnent le vertige.

Depuis cette 50^e commémoration, vingt ans se sont écoulés. Deux Présidents de la France, Jacques Chirac et François Hollande, sont venus ici à Madagascar et ont fait un premier pas en reconnaissant le crime. Cette reconnaissance est un premier geste. Mais il n'y a toujours pas eu ni excuses officielles ni pardon de la France. Cette absence est symptomatique d'un État qui, toujours enfermé dans une part de déni, n'arrive décidément pas à s'extirper de son passé colonial, y compris dans sa politique extérieure actuelle.

Disons-le clairement, il y a des forces réactionnaires en France qui refusent de faire le deuil de la puissance coloniale de peur d'affaiblir la domination actuelle de l'ancien pré-carré français en Afrique. Pourtant, j'estime que la France doit produire des excuses officielles, au nom de notre peuple, au nom des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Les excuses sont une étape nécessaire, pour les victimes, leurs familles, leurs descendances. Une

étape nécessaire pour le devoir de mémoire et de connaissance, ici à Madagascar et aussi en France où le sujet continue d'être occulté.

Les dominations aujourd'hui ont pris d'autres formes, d'autres visages, plus sournois, plus perfides. Après le cycle infernal de l'endettement et de l'ajustement structurel dans les années 80 et 90, imposé à nombre de pays africains pour les obliger à se soumettre aux logiques de la mondialisation du capitalisme financiarisé, l'heure est à l'imposition d'un libre-échange intégral redoutable à terme pour les économies et sociétés africaines. Les Accords dits de partenariats économiques (APE), imposés aux forceps par l'Union européenne, avec la complicité de la France, visent à libéraliser les échanges au profit du plus fort, c'est-à-dire à offrir plus de « liberté » au renard dans le poulailler. Sur le continent africain comme en Europe, le combat pour mettre en échec ces politiques doit s'amplifier. On ne peut pas rejeter le sinistre Traité transatlantique – contre lequel nous nous battons en France et en Europe, et contre lequel le Parti communiste français a mené une bataille décisive – et accepter les APE sur le continent africain.



Ces accords de libre-échange entre l'Union européenne et les pays africains sont les clones du Traité transatlantique, ils visent à ouvrir toujours plus les marchés africains à la voracité destructrice des firmes transnationales.

Il faut, à l'inverse, s'attaquer durablement, et par le progrès social, humain et écologique, aux inégalités socio-économiques, aux autoritarismes, aux logiques de corruption, de déstabilisation et in fine de guerre, qui font tant de ravages.

Travailler à établir des relations d'égal à égal entre les pays, réorienter les richesses formidables produites par les hommes vers la réponse aux besoins fondamentaux, pour que cessent les logiques extractivistes inégales, les pillages destructeurs du sol et du sous-sol, sont les chantiers qui nous sont communs. En cela, dans ces batailles et ces luttes, nous nous inscrivons ensemble dans les pas de ceux qui ont donné leur vie pour la liberté, la dignité et l'indépendance. ✪

Retrouvez l'intégralité du message : <http://international.pcf.fr/98145>

Economie sociale et solidaire

Une journée de campagne électorale à la rencontre de l'Économie sociale et solidaire. Le 5 avril, la commission Économie sociale et solidaire (ESS) du PCF accompagnera les candidats de Côte-d'Or à la rencontre des acteurs de l'ESS de la région de Dijon.

Dans la journée ils visiteront plusieurs établissements dédiés à des activités sociales, sous forme associative, mutualiste ou coopérative :

- L'espace intergénérationnel de Talant, établissement mutualiste qui regroupe sur un même site le multi-accueil « La Pouponnière », le Village Bleu et la résidence mutualiste « Robert Grandjean ». Une synergie imaginée par la direction de la Mutualité française bourguignonne.

- Un centre de l'association Envie à Longvic qui réunit usine de recyclage et magasin de vente. Le réseau Envie créé il y a 30 ans est composé de 56 entreprises en France spécialisées dans le reconditionnement d'appareils ménagers, et le traitement des déchets électriques et électroniques. Entreprises de 2 500 salariés dont 2 000 en insertion pour un CA de 76 millions d'euros, leur priorité se résume à la devise « un emploi pour tous », pour lutter contre la précarisation. Envie comme « envie de faire des économies, envie de qualité, envie d'agir pour l'emploi et l'environnement ». (<http://www.envie-dijon.fr/>)

- La Péniche Cancale, établissement culturel et gourmand amarré au Port du Canal de Dijon, exploitée par la Société coopérative d'intérêt collectif (Scic) L'Autre bout du monde. Pleinement inscrite dans l'ESS, la coopérative est soucieuse de développer l'entreprise dans une démarche responsable tant au niveau social qu'environnemental : redynamisation du quartier, politique tarifaire accessible au plus grand nombre, approche éco-responsable, choix de biomatériaux lors de la conception du bateau, centrale de traitements des eaux usées... (<http://penichecancale.com/le-projet/>)

Ces trois établissements sont le témoignage des potentialités de transformation que recèle l'Économie sociale et solidaire. La soirée aura lieu de 18 h à 21 h 30 à la salle Mandela de Quetigny. Elle sera organisée en deux parties : De 18 h à 19 h 30 : « Mutuelles, Sécurité sociale, pour une santé pour tous ». Pour réfléchir sur le devenir des mutuelles, le rôle qu'elles joueront dans le cadre d'une prise en charge à 100 % des soins par la Sécurité sociale, avec Patrice

Fort, vice-président des Mutuelles de France, le Dr Alain Beau-pain, médecin-directeur du centre de santé Richerand/Paris, le Dr Fabien Cohen, animateur de la commission Santé du PCF, et Paul Plagne, administrateur de la Mutualité française bourguignonne-SSAM

De 20 h à 21 h 30 : L'économie sociale et solidaire, quelle politique pour son développement ? Isabelle De Almeida, candidate, introduira un débat entre le public et Bruno Forest, président de la chambre régionale de l'ESS de Bourgogne-Franche-Comté, Sylvie Mayer, animatrice de la commission ESS du PCF, les candidats PCF-Front de gauche de Côte-d'Or. Ce sera l'occasion de présenter les 8 propositions du Parti communiste pour le développement de l'Économie sociale et solidaire inscrite dans le Pacte d'engagements communs.

Ces propositions concernent le devenir des banques coopératives, le droit de préemption des salariés sur leur entreprise, le développement des coopératives, notamment les coopératives d'Activité et d'Emploi, rempart contre l'ubérisation, l'entrée de l'ESS dans les programmes d'enseignement.

L'enjeu de ces propositions est triple :
- Développer l'ESS, présente sur de nombreux secteurs d'activités, en réponse aux besoins des populations dans les territoires.

- Porter un projet de transformation sociale (des modes de production, de consommation, de distribution), vecteur de démocratie, d'émancipation et de réappropriation, par les citoyens de la sphère économique.

- Investir dans l'économie de demain, une économie de proximité, respectueuse de l'humain, de l'environnement et pourvoyeuse d'emplois non délocalisables. ❖

Sylvie Mayer
animatrice de la commission ESS du PCF

<https://www.ess-pcf.fr>
Contact : esspcf@gmail.com



Vampires

Curieux, tout de même, ce décalage entre l'état du monde et l'état des riches, des grands patrons. Le monde de 2017, c'est un peu partout un climat dépressif, une menace terroriste rampante, des politiques aventuristes, une banalisation des guerres (commerciale ou militaire), le Brexit, Donald Trump, on en passe. Et pendant ce temps-là, le fric prospère. Les cadors s'épanouissent. Les résultats des entreprises du CAC 40 pour l'année 2016 sont sidérants. Les profits d'une année sur l'autre explosent. + 92 % pour Peugeot ; + 81 % pour Bouygues ; + 53 % pour Solvay ; + 43 % pour Michelin. Idem pour Pernod-Ricard. En chiffres, c'est aussi énorme : 7,7 milliards pour BNP Paribas ; 5,8 milliards pour Total ou Axa. À croire qu'ils vivent sur la lune ? Sur une autre planète que le commun des mortels. Ou alors, autre hypothèse : les gros grossissent en semant partout le bazar. Non seulement ils profitent du bordel ambiant, mais ils le créent pour s'enrichir. Comme le dit élégamment *Le Figaro*, « la somme des aléas ne paralyse pas les entreprises, au contraire ». Un petit côté vampires, non ? ❖

Gérard Streiff

FRONT NATIONAL : L'IMPOSTURE. DROITE : LE DANGER

Les débats animés par



Marc Brynhole

- 28 mars Migenne (Yonne)
- 31 mars Courpière (Puy-de-Dôme)
- 5 avril Laval (Mayenne)
- 7 avril Dole (Jura)
- 4 avril La Ferté-Saint-Aubin (Loiret)
- 11 avril Brive (Corrèze)
- 12 avril Guéret (Creuse)
- 14 avril Clamecy (Nièvre)
- 18 avril Bourges (Cher) avec P. Laurent
- 19 avril Dijon (Côte-d'Or)
- 20 avril Royan (Charente-Maritime)
- 27 avril Montauban (Tarn-et-Garonne)
- 28 avril Cahors (Lot)

Alain Hayot

- 31 mars Chalon-sur-Saône
- 3 avril Montreuil (Cidefe)
- 6 avril Le Mans
- 7 avril Tarbes
- 18 avril Nice

La Fabrique du possible

« Ce numéro spécial élections présidentielle et législatives est précisément consacré à proposer au débat un projet culturel pour la gauche.

Il n'a bien sûr pas prétention à l'exhaustivité mais il veut contribuer à remettre cet enjeu central dans le débat électoral et dans le rassemblement nécessaire d'une gauche de transformation sociale et de reconquête progressiste des esprits et des imaginaires. »



Extrait de l'édito de Pierre Laurent et Alain Hayot du dernier n° du collectif culture.

L'appel des solidarités Le PCF s'y associe

www.appel-des-solidarites.fr



SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.